



**Submission to the House of
Commons Standing Committee
on Finance: **Priorities for the
2018 Federal Budget****

DUCKS UNLIMITED CANADA
AUGUST 4, 2017

Image :

Canards illimités Canada

**Mémoire présenté au Comité permanent
des finances de la Chambre des
communes : priorités du Budget fédéral
2018**

**Canards illimités Canada
4 août 2017**



À propos de nous

Canards illimités Canada (CIC) est un organisme de bienfaisance enregistré et une organisation de conservation dont la mission est de conserver, restaurer et gérer les milieux humides et les habitats qui s'y rattachent au bénéfice de la sauvagine, d'autres animaux sauvages et des gens. Depuis près de huit décennies, CIC crée des partenariats avec des gouvernements, des intervenants de l'industrie, d'autres organisations sans but lucratif et des propriétaires terriens pour protéger le patrimoine naturel canadien grâce à la réalisation de projets de conservation des habitats sur le terrain fondés sur des données probantes et des programmes de sensibilisation. Fier partenaire du Plan nord-américain de gestion de la sauvagine, de l'Initiative de conservation des oiseaux de l'Amérique du Nord et des plans conjoints sur l'habitat et sur les espèces, CIC a conservé près de 6,4 millions d'acres d'habitat à l'échelle du pays.

Résumé

Les écosystèmes et les services qu'ils offrent sont essentiels à la productivité, la croissance économique et aux stratégies de gestion des changements climatiques du Canada. Les milieux humides, les prairies, les forêts et d'autres habitats sont des actifs associés au capital naturel qui soutiennent des collectivités durables et résilientes, la création d'emplois et les activités économiques. Grâce à leurs nombreux services, ces écosystèmes créent des conditions pour produire des aliments, assurer l'accès à une eau potable, protéger les collectivités et les entreprises des graves événements météorologiques et soutenir le cycle de vie de nombreuses espèces aquatiques et terrestres. La conservation de la capacité de la santé de ces richesses naturelles est essentielle à la prospérité future, à la croissance propre et à la capacité concurrentielle du Canada.

Les programmes fédéraux actuels de conservation des habitats ont joué un rôle central dans la réalisation des travaux de conservation des habitats sur le terrain lorsque de tels travaux sont réalisés en partenariat avec d'autres ordres de gouvernement, des organisations de conservation et le secteur privé. Au cours des trois dernières années seulement, ces programmes ont aidé Canards illimités Canada (CIC) à conserver près de 150 000 acres de milieux humides et d'autres écosystèmes de soutien. Malheureusement, à cette échelle, ces gains de conservation ne réussissent pas à renverser la trajectoire descendante des pertes d'habitat et le déclin connexe des services d'écosystèmes qui soutiennent notre économie. Par exemple, le Canada a perdu près de 70 % de ses milieux humides de base initiaux dans les régions habitées du pays, et continue de perdre 29 000 acres supplémentaires de milieux humides utilisées à d'autres fins – une zone équivalant à la taille de Vancouver – chaque année.

Les répercussions environnementales de cette dégradation, amplifiées par les changements climatiques, sont répandues et sont un problème grave pour la productivité et la prospérité du Canada. Par exemple, des inondations plus graves, la prolifération d'algues dans les sources d'eau potable et les déclin des populations de certaines espèces ont déjà des répercussions négatives sur les collectivités et les entreprises un peu partout au pays sous forme de perte de revenu, de dommages aux biens, de répercussions sur la santé humaine et de coûts plus élevés des activités d'atténuation et d'adaptation.

Face à l'incertitude économique climatique, il n'a jamais été aussi urgent d'investir dans la conservation des habitats et des services issus des écosystèmes. Pour dire les choses simplement, le Canada ne peut pas se permettre de perdre plus de ses actifs de capital naturel et il ne peut pas continuer à faire seulement des efforts et des investissements marginaux pour les rétablir. En raison des multiples avantages pour la société du capital naturel, le fait d'investir dans la conservation de la nature est une solution économique, stratégique et efficiente à de nombreux défis environnementaux et socioéconomiques. Par conséquent, CIC est fier de formuler les recommandations suivantes concernant des mesures permettant de conserver efficacement les habitats et les services issus des écosystèmes du Canada, ce qui permettra de rendre notre économie plus productive.

Plus précisément, nous recommandons au gouvernement du Canada d'investir dans les éléments suivants :

1. Le renouvellement et l'expansion des programmes et des partenariats fédéraux actuels dans le domaine de la conservation des habitats afin d'obtenir des gains d'habitat nets dans les régions les plus touchées et les plus vulnérables du point de vue écologique du pays.
2. L'élaboration d'outils géospatiaux de soutien à la prise de décisions pour permettre la conservation stratégique des habitats et la gestion durable des richesses naturelles du Canada.
3. La création d'une initiative nationale de mesures incitatives liées aux biens et services issus des écosystèmes qui permettra de rétablir des services issus des écosystèmes essentiels sur des terres privées et des milieux agricoles.

Raisons pour lesquelles la conservation des habitats est importante pour la productivité du Canada

La fréquence et la gravité à la hausse des événements météorologiques extrêmes constituent une réelle menace à la productivité du Canada. Selon le Bureau d'assurance du Canada, « les règlements de sinistres attribuables aux conditions météorologiques extrêmes ont doublé tous les cinq à 10 ans depuis les années 1980¹ ». Les paiements liés à la reprise après sinistre dans le cadre des Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFC) du gouvernement fédéral du Canada ont aussi augmenté de façon importante. La majeure partie de cette aide en cas de catastrophe est liée directement aux activités visant à réparer les dégâts des inondations qui touchent les propriétaires de maison, les collectivités et les entreprises². La météo extrême est aussi préjudiciable pour la productivité agricole canadienne et la capacité des agriculteurs de produire des aliments. Par exemple, on estime que, en 2014, les inondations au Manitoba et en Saskatchewan ont coûté 1 milliard de dollars en perte de revenu agricole³.

Pour protéger les collectivités et améliorer la résilience du Canada contre les inondations et d'autres catastrophes naturelles, tous les ordres de gouvernement du Canada ont commencé à mettre en œuvre des plans visant à aider à composer avec les répercussions des événements météorologiques graves. Par exemple, les codes du bâtiment et les investissements en infrastructure sont déjà rajustés en réaction à cette nouvelle norme. Cependant, les avantages de ces investissements en matière d'adaptation risquent d'être contrecarrés par la perte continue de nos mécanismes de défense naturelle. Les milieux humides fournissent des services de contrôle des eaux et agissent comme des tampons naturels contre les inondations et les sécheresses, l'érosion des sols et la pollution de l'eau.

Pour dire les choses simplement, les milieux humides agissent comme des éponges qui retiennent l'eau et les précipitations dans la terre, fournissant ainsi de l'humidité lorsque le temps est sec tout en retenant l'eau lorsqu'il pleut. Lorsque les milieux humides sont drainés ou détruits afin d'être utilisés à d'autres fins, les Canadiens perdent ce service de rétention de l'eau, ce qui accentue les dommages découlant des inondations et fait augmenter les coûts connexes.

Un rapport récent, produit par le Centre Intact d'adaptation au climat de l'Université de Waterloo a conclu que la conservation des milieux humides peut être un moyen efficace de réduire les dommages causés par les inondations en zone riveraine » et que « [...] le simple fait de maintenir les milieux humides dans leur état naturel peut entraîner des économies financières de 29 et 38 % dans les régions rurales et les zones urbaines, respectivement, dans des conditions de fortes précipitations⁴ ».

« Le simple fait de maintenir les milieux humides dans leur état naturel peut entraîner des économies financières de 29 et 38 % [...] »

*Centre Intact
d'adaptation au climat,
juillet 2017*

Mesure fédérale recommandée n° 1 : Renouveler et améliorer les programmes de conservation des habitats

Pour protéger les collectivités et les entreprises canadiennes contre les éléments météorologiques graves et assurer leur résilience et leur productivité à long terme, CIC recommande au gouvernement du Canada

¹ Bureau d'assurance du Canada. [Facts of the Property and Casualty Insurance Industry in Canada 2016](#).

² « Au cours des 6 derniers exercices, le gouvernement fédéral a versé plus de fonds pour le rétablissement à la suite de catastrophes naturelles de grande envergure qu'il ne l'avait fait au cours de toute la période des 39 exercices antérieurs. » Bureau du vérificateur général du Canada. Rapports de la commissaire à l'environnement et au développement durable. [RAPPORT 2 — L'atténuation des effets du temps violent, 2016](#).

³ CBC News. [Flood of 2014 a \\$1B hit for Manitoba farmers: KAP](#), 10 juillet 2014; Manitoba Co-Operator, [Short-term aid, long-term solutions needed](#), 17 juillet 2014.

⁴ Moudrak, N.; A.M. Hutter et B. Feltmate. 2017. [Lorsque les grandes tempêtes ont frappé : le rôle des milieux humides pour limiter les dommages causés par les inondations urbaines et rurales](#). Rapport préparé pour le ministère ontarien des Ressources naturelles et de la Foresterie. Centre Intact d'adaptation au climat, Université de Waterloo (en anglais seulement).

de renouveler et d'élargir ses programmes nationaux actuels de conservation des habitats. Depuis 2014, ces programmes ont permis à CIC de conserver près de 155 000 acres de milieux humides et d'autres écosystèmes importants qui génèrent des services d'atténuation des inondations, de filtration de l'eau et de contrôle climatique tout en soutenant d'autres objectifs, comme nos obligations internationales liées aux cibles de conservation de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique. Selon le Service canadien de la faune, la demande pour les fonds de ces programmes est beaucoup plus élevée que les fonds actuellement offerts, ce qui limite les partenariats de conservation ainsi que notre capacité générale de générer des fonds de conservation supplémentaire. Par conséquent, nous formulons la recommandation suivante :

Le gouvernement du Canada doit renouveler ses programmes de conservation actuels pour cinq autres années et accroître leurs portefeuilles de financement totaux comme suit :

- **175 millions de dollars pour le Programme des aires marines nationales de conservation;**
- **70 millions de dollars pour le Fonds national de conservation des milieux humides;**
- **60 millions de dollars pour le Programme de partenariats relatifs à la conservation des pêches récréatives;**
- **25 millions de dollars pour le Programme d'intendance de l'habitat pour les espèces en péril.**

Le modèle de prestation de ces programmes fondé sur le partage des coûts permettrait d'obtenir 505 millions de dollars supplémentaires sur cinq ans pour favoriser la conservation des habitats et, par le fait même, atténuer la perte continue des services issus des écosystèmes de rétention d'eau et d'autres services issus des écosystèmes requis pour assurer l'adaptation climatique et la productivité à long terme.

RENDEMENT DU CAPITAL INVESTI

Pour chaque dollar investi dans la conservation des milieux humides, la société reçoit un avantage de 22 \$ sous la forme d'un bien-être économique, écologique et social.

Mark Anielski et coll., février 2014

La conservation des milieux humides⁵ et d'autres écosystèmes importants est non seulement une mesure d'adaptation climatique éprouvée, mais aussi un investissement stratégique et intelligent pour assurer la productivité du Canada. Selon une récente analyse économique, chaque dollar investi dans la conservation des milieux humides génère 22 \$ d'avantages sur les plans du bien-être économique, social et environnemental⁶. Cela signifie que, à lui seul, le Fonds national de conservation des milieux humides (lorsque les partenaires fournissent du financement de contrepartie) a la capacité de générer jusqu'à 2,86 milliards de dollars d'avantages économiques, sociétaux et environnementaux supplémentaires, y compris la défense contre les inondations, la protection des sources d'eau, l'adaptation au changement climatique et la biodiversité. En plus de réduire le besoin de se tourner vers des solutions d'infrastructure artificielles plus coûteuses, ces services issus des écosystèmes créent aussi des occasions d'emploi dans le domaine du tourisme et des loisirs,

soutiennent les valeurs culturelles et favorisent une vie saine dans un cadre rural et extraurbain. Enfin, la conservation des milieux humides permet aux gouvernements d'utiliser leurs ressources limitées pour générer des avantages multiples pour le public et réaliser les différentes priorités stratégiques, et ce, avec un même investissement.

⁵ La conservation des milieux humides renvoie à la protection des milieux humides intacts et au rétablissement des milieux humides qui ont été drainés, détruits ou comblés.

⁶ Anielski, Mark et coll. [A Genuine Return on Investment: The Economic and Societal Well-being Value of Land Conservation in Canada](#). (Résumé). Février 2014, p. 5.

Mesure fédérale recommandée n° 2 : Investir dans la restauration des biens et services issus des écosystèmes sur les terres privées et dans les milieux agricoles

La conservation des habitats est souvent en compétition avec d'autres utilisations des terres importantes d'un point de vue économique, y compris la production alimentaire, l'exploitation des ressources et la croissance urbaine. La tension entre la protection de l'environnement et les activités économiques est tout particulièrement marquée dans les zones agricoles. De plus en plus, les agriculteurs doivent produire plus d'aliments en utilisant moins d'intrants et, en même temps, protéger l'air, les sols, l'eau et la biodiversité du Canada. CIC propose de réaliser une initiative nationale de restauration des biens et services issus des écosystèmes (BSE), le programme de gestion et d'intendance des terres, qui aidera les agriculteurs et d'autres propriétaires terriens privés à relever ce défi de façon à améliorer leur productivité économique à aucun coût supplémentaire pour l'environnement. Plus précisément, nous formulons la recommandation suivante :

Le gouvernement du Canada doit établir un programme quinquennal de restauration des BSE qui permettra d'investir des fonds de contrepartie fédéraux de 50 millions de dollars par année pour :

- **La restauration des habitats perdus ou dégradés (p. ex. milieux humides et prairies) sur des terres privées et des biens et services issus de l'écosystème qu'ils fournissent;**
- **Le versement de mesures incitatives financières à l'intention des propriétaires terriens qui maintiennent ces habitats rétablis sur leur propriété grâce à des servitudes de conservation à long terme.**

Dans le cadre de cette initiative, des partenariats comme des groupes de conservation fourniront un financement de contrepartie aux fonds fédéraux selon un taux de un pour un et travaillera en collaboration avec les propriétaires terriens admissibles pour rétablir des BSE perdus sur leurs propriétés dans des régions qui ont essuyé d'importantes pertes d'habitat dans le passé. Il est important de souligner que les propriétaires terriens recevraient seulement une indemnisation s'ils acceptent de restaurer et, par la suite, de maintenir les BSE sur leurs terres grâce au versement de servitude de conservation des habitats à long terme.

RENDEMENT DES INVESTISSEMENTS

Image : UN INVESTISSEMENT DE 325 MILLIONS DE DOLLARS SUR CINQ ANS* PERMETTRAIT DE RÉTABLIR 37 000 ACRES DE MILIEUX HUMIDES, CE QUI SIGNIFIERAIT :

188 000 TONNES DE CO₂ DE MOINS — L'ÉQUIVALENT DES ÉMISSIONS DE 35 000 VOITURES PAR ANNÉE

1,4 MILLION DE MÈTRES CUBES D'EMMAGASINEMENT DES EAUX — L'ÉQUIVALENT DE 1 000 PISCINES OLYMPIQUES

10 000 KG DE PHOSPHORE – OU 5 000 SACS D'ENGRAIS – FILTRÉS PAR ANNÉE

100 MILLIONS DE DOLLARS D'ÉCONOMIES PAR ANNÉE

*Si les deux tiers du financement du programme sont attribués à des activités de restauration des milieux humides et assortis d'un financement de contrepartie au taux de un pour un.

CIC estime que les 250 millions de dollars d'investissement proposés sur cinq ans, si des partenaires fournissent un financement de contrepartie, permettraient de générer des millions de dollars en services issus des écosystèmes. Cela

UN INVESTISSEMENT DE 166 MILLIONS DE DOLLARS SUR 5 ANS* PERMETTRAIT DE 31 600 ACRES DE MILIEUX HUMIDES, ET AINSI DE :

- RÉDUIRE DE 41 712 TONNES LES ÉMISSIONS DE CO₂, SOIT L'ÉQUIVALENT DES ÉMISSIONS GÉNÉRÉES PAR 8 900 VOITURES EN UN AN.**
- STOCKER 28,8 MILLIONS DE M³ D'EAU, SOIT L'ÉQUIVALENT DE 11 502 PISCINES OLYMPIQUES.**
- FILTRER 24 016 KG DE PHOSPHORE ANNUELLEMENT**
- FILTRER 1,28 MILLION kg DE KG D'AZOTE ANNUELLEMENT**
- FOURNIR ANNUELLEMENT DES BIENS ET SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES (BSE) D'UNE VALEUR DE 66 MILLIONS DE DOLLARS.**
- FOURNIR DES BSE D'UNE VALEUR DE 2 178 MILLIARDS DE DOLLARS SUR UNE PÉRIODE DE 33 ANS.**

* Valeurs de BSE estimées générées par les deux tiers du financement total proposé (250 M\$) qui serait complété par des fonds de contrepartie provenant de partenaires selon un ratio de 1:1 et utilisés pour restaurer les milieux humides.

inclut ceux qui offriront des avantages directs à la productivité agricole, comme la pollinisation, la gestion des parasites et des maladies, le cycle nutritif et la fertilité du sol, la prévention de l'érosion des sols et l'atténuation des répercussions des inondations. Le graphique donne un exemple de la valeur potentielle des services issus des écosystèmes qui pourrait être créée durant 33 ans grâce à 31 600 acres de milieux humides restaurés, en présumant que les deux tiers du financement total du programme (166 millions des 250 millions de dollars) génèrent un financement de contrepartie et sont utilisés pour réaliser des activités de rétablissement des milieux humides.

Une conservation accrue en milieu agricole soutiendrait aussi la croissance d'un secteur durable d'un point de vue environnemental, rendant ainsi les agriculteurs canadiens plus concurrentiels au pays et à l'étranger. Cet investissement aiderait à accroître la confiance du public à l'égard de la production agricole et augmentait l'accès des agriculteurs aux marchés des aliments produits durablement.

Mesure fédérale recommandée n° 3 : investir dans des outils géospatiaux de soutien à la prise de décisions pour permettre une conservation stratégique des habitats

Vu le climat économique difficile actuel, les gouvernements d'un peu partout tentent d'utiliser leurs ressources limitées de façon plus efficiente pour relever les nombreux défis et réaliser leurs nombreuses priorités avec moins d'argent. Pour maximiser la valeur de chaque investissement, CIC croit que les décisions stratégiques et liées aux programmes doivent être fondées sur des renseignements fiables, pertinents et obtenus en temps opportun. Pour cette raison, nous formulons la recommandation suivante :

Le gouvernement du Canada doit investir 130 millions de dollars sur cinq ans pour achever l'outil de cartographie des milieux humides du Canada et l'élaboration d'un cadre de cartographie et de surveillance des écosystèmes de façon à :

- **Déterminer l'emplacement, la répartition et la santé des écosystèmes critiques du Canada, y compris les milieux humides et les prairies, et en faire un suivi;**
- **Étayer la prise de décisions liées à la planification de l'utilisation des terres, l'exploitation des ressources, les évaluations environnementales et l'adaptation aux changements climatiques.**

Ces outils géospatiaux permettant d'aider à la prise de décisions sont essentiels pour déterminer et contrôler l'état des milieux humides et des autres écosystèmes importants du paysage canadien. Ils peuvent fournir des données ouvertes utiles pour les gouvernements, l'industrie et le public et les aider à éviter et à réduire au minimum les répercussions environnementales du développement. Même si beaucoup de travail a été réalisé pour dresser l'inventaire des milieux humides du Canada, il reste beaucoup d'information manquante qui limite la capacité du gouvernement de procéder à une planification stratégique et durable de l'utilisation des terres. En s'appuyant sur le système national d'alerte précoce liée à l'écosystème proposé par Ressources naturelles Canada en 2016 et sur les efforts du ministère pour mettre au point une plate-forme de données géospatiales intégrée, CIC demande avec instance au gouvernement du Canada de soutenir l'élaboration d'un cadre complet de cartographie et de surveillance des écosystèmes.

RENDEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Le document de travail récemment publié sur les examens environnementaux et réglementaires fédéraux confirme que certains des plus grands défis [pourraient] être surmontés avec une meilleure information, une prise de conscience en début de processus et une meilleure transparence⁷. Une utilisation efficiente et stratégique des rares ressources, ce que permettrait l'amélioration de la qualité, de la disponibilité et de l'accès des données, serait bénéfique à la productivité du Canada, à une croissance propre et à la transition vers une économie à faible émission de carbone favorisée par des décisions fondées sur des données probantes.

⁷ Gouvernement du Canada, [Examen des processus d'évaluation environnementale et réglementaire : Document de travail](#).

POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS, VEUILLEZ COMMUNIQUER AVEC :

James Brennan, *directeur des affaires gouvernementales*

Canards illimités Canada

612-350, rue Sparks, Ottawa (Ontario) K1R 7S8

Téléphone : 613-565-2525

Courriel : j_brennan@ducks.ca